

Compliance de crise

Entretien avec Jean-Noël Lequeue, président de l'Alco

À la conjonction de la réglementation et des intérêts propres des établissements financiers, il y a les officiers de conformité.

MARC FASSONE

Lorsqu'on demande à Jean-Noël Lequeue, l'actuel président de l'Association luxembourgeoise des compliance officers (Alco), quelles sont les principales préoccupations des officiers de conformité - l'appellation française de «compliance officer» -, il vous répond spontanément que sa plus grande difficulté, «c'est de réunir tous les membres de son association».

Mais il ne faut pas déduire de cette réponse que les membres de l'Alco font association buissonnière. «S'ils sont de moins en moins disponibles, c'est que leur charge de travail est en hausse constante.» Il est vrai que, sur les dix dernières années, on a connu une véritable «surenchère» réglementaire.

Après que le principe du «know your customer» a été posé à la fin des années 90, on a assisté à un emballement avec la volonté de faire «plus blanc que blanc».

L'évolution de la lutte contre le blanchiment est exemplaire: suite aux attentats du 11 septembre 2001, on y a ajouté la lutte contre le financement du terrorisme.

Puis, c'est au tour de la liste des infractions primaires - celles donnant lieu à l'ouverture de procédures judiciaires de blanchiment - d'être étendue. «Une extension d'abord aux affaires de drogue. Maintenant, toute infraction punissable d'une peine de prison dépassant six mois est considérée comme infraction primaire en matière de blanchiment».

À côté de cela, on a vu s'accroître les contrôles des marchés - via la directive Mifid -

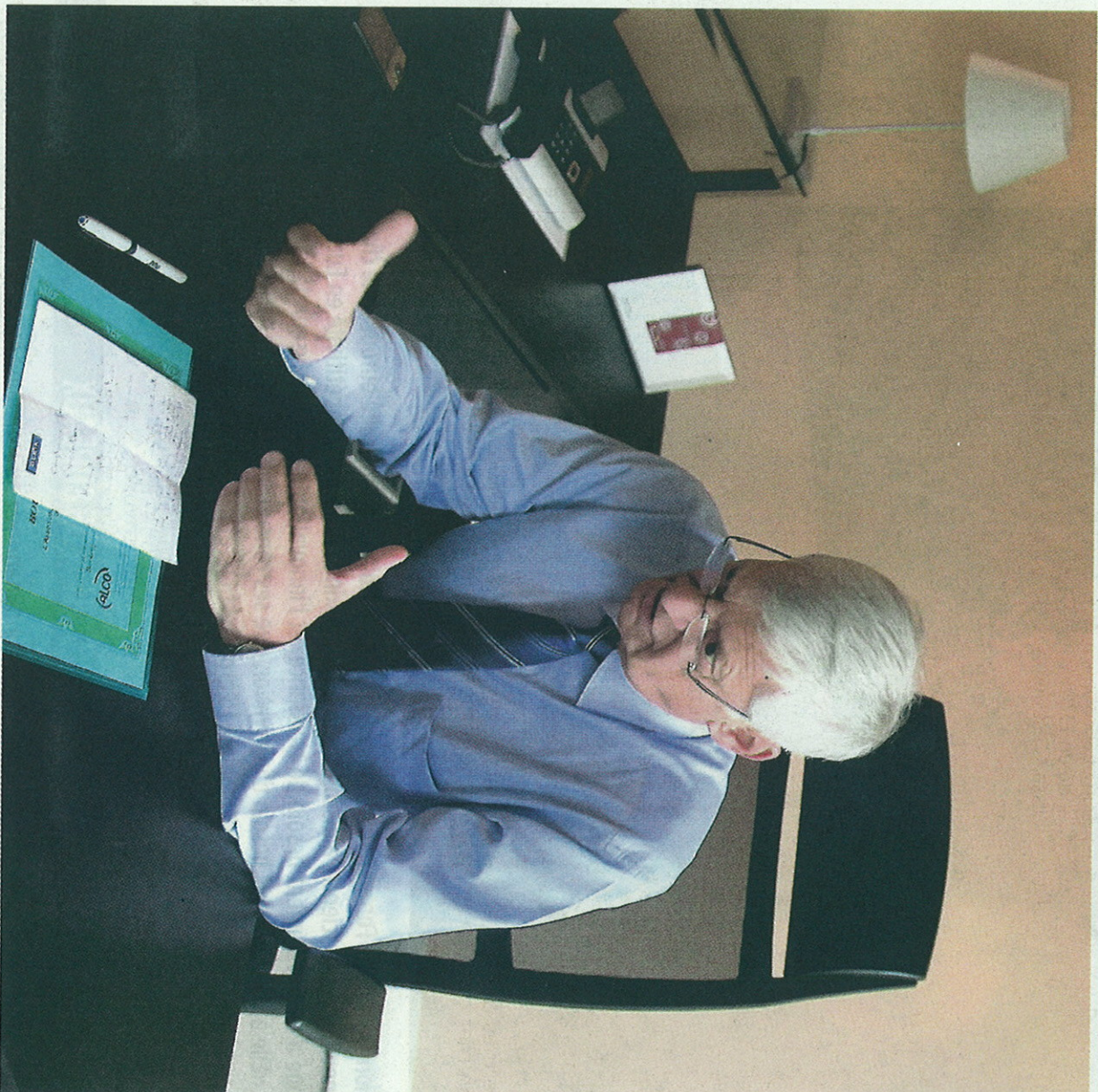


Photo: Pierre Matgé

Jean-Noël Lequeue: le métier d'officier de conformité devient de plus en plus difficile à exercer

et la multiplication de codes de conduite élargis. Ce qui a contribué à démultiplier le nombre de procédures et de processus internes.

Et à l'augmentation du champ réglementaire, il faut ajouter la volonté des autorités d'être plus strictes dans leurs inter-prétations.

«Si on cumule ces deux phénomènes, la première préoccupation de nos membres, c'est d'arriver à suivre tout ce qui est nouveau en termes de

réglementation.» Le tout dans un contexte qui devient plus difficile.

LA VOIX DE LA RAISON

La crise a un impact direct dans l'activité des compliance officers.

«Celui-ci est de plus en plus consulté. Mais cela ne veut pas dire qu'il est plus écouté», résume Jean-Noël Lequeue.

parmi lesquels la veille réglementaire, l'organisation régulière de tables rondes -

«l'occasion, et c'est notre mission première, de permettre à nos membres de se réunir afin de parler d'un sujet et d'échanger leurs bonnes pratiques» - ainsi que des formations organisées en partenariat avec l'IFBL (Institut de formation bancaire, Luxembourg).

L'activité principale est la constitution de groupes de travail.

Plus de 40 depuis le lancement de l'association - «mais tous ne sont plus en activité». Il en existe deux catégories.

Les groupes de travail permanents sont en charge de l'édition du bulletin de l'Alco - trois à quatre numéros par an, désormais diffusé en version électronique -, de l'approfondissement de certaines thématiques - «comme par exemple la problématique des échanges d'informations dans le cadre de l'indus-

«Sa position n'est pas toujours facile. Il reste un employé de la banque, employé qui doit faire en sorte que la banque respecte les règlements. Règlements dont les interprétations possibles ne sont pas toujours toutes en phase avec les intérêts de la dite banque.»

Clairément, les tensions avec les services commerciaux s'accroissent.

Autre difficulté que rencontrent les officiers de conformité: le manque de moyens.

trie des fonds» -, et doivent répondre aux questions ponctuelles posées par les membres.

À leur côté, on trouve des groupes de travail ad hoc. On y parle obligation des domiciliaires ou politiques de rémunération.

«Nous réfléchissons actuellement à la création d'un groupe sur la gouvernance dans le secteur financier. Nous pensons qu'il y a ici des besoins particuliers.»

Beaucoup de thématiques qui intéressent toute la Place et qui sont parfois traitées avec d'autres associations, comme l'Aifif, l'ABBL, l'IRE ou l'ILA.

Thématiques pouvant donner lieu à des prises de positions communes.

L'Alco privilégie les bonnes relations avec les autres associations professionnelles de la Place financière et affirme sa volonté de s'ouvrir aux autres.

L'association est également

Alors que leurs tâches augmentent, il y a des restrictions qui se font jour au nom de la maîtrise des coûts.

«Bref, les effectifs croissent moins vite que les tâches. C'est une réalité que l'on peut comprendre, mais qui n'est pas toujours facile à vivre.»

Et c'est une réalité qui peut conduire à des rapprochements dangereux.

On note ainsi une tendance à rattacher les services compliance aux services juridiques, aux services de contrôle des risques, voire aux services généraux.

Le risque, c'est que les points de vue de ces services ne sont pas toujours compatibles avec ceux de la compliance. Ainsi encadré, l'officier de conformité risque de perdre sa vision. Cette vision même qui justifie son existence.

Pour l'Alco, la séparation des fonctions est une nécessité. L'association réaffirme le besoin de cette indépendance organique qui n'est guère respectée dans les grandes banques.

Autre évolution notable de la fonction, au centre des travaux de l'Alco, la transposition de règles pensées pour les grandes structures à de plus petites entités.

Avec la crise, les banques ont perdu quelques clients, pour le plus grand bénéfice des PSF. Ces PSF, qui restent de petites structures, doivent suite à Uctis IV également organiser un service compliance.

Le plus souvent, la casquette revient au dirigeant ou à un employé désigné d'office. Des personnes pas forcément formées.

Bonne nouvelle, la CSSF vient d'autoriser les sociétés de gestion faisant, en plus de la gestion d'OPC, de la gestion pour compte privé à sous-traiter cette fonction. Une mutualisation à l'essai qui pourrait permettre de nouveaux développements pour la profession. Y compris dans le sens d'une plus grande indépendance.

disponible pour travailler avec les autorités.

«Nous avons des réunions régulières avec la CSSF et la Cellule de renseignement financier, le ministère des Finances et celui de la Justice.»

«Nous essayons de répertorier un certain nombre d'informations à nos membres et on donne notre avis sur l'applicabilité des règles.»

Cette volonté d'ouverture se manifeste envers les professions périphériques du secteur financier.

L'Alco a démarré autour des services compliance des grandes banques. Mais de plus en plus, les nouveaux membres viennent du secteur du droit ou de l'audit ainsi que des PSF.

«Et d'ailleurs, nous avons des groupes de travail fonctionnant spécialement pour eux.» Pour Jean-Noël Lequeue, ces professions doivent jouer un rôle plus déterminant dans le fonctionnement de l'association.

L'ASSOCIATION

L'Association luxembourgeoise des compliance officers (Alco), plate-forme d'échanges pour les spécialistes de la finance et de l'assurance, a fêté son 10^e anniversaire en janvier dernier.

«C'est une association qui se porte bien», indique son président, Jean-Noël Lequeue.

L'Alco compte en effet 550 membres. «Ce qui, pour un pays de la taille du Luxembourg, constitue un beau succès.»

Pour être membre, il n'est pas nécessaire d'être officier de conformité. Sur les 550 inscrits, un peu plus de 100 sont des membres honoraires. Des adhérents qui ne sont pas des compliance officers stricto sensu mais qui ne s'intéressent pas moins au sujet, comme des avocats ou des auditeurs.

L'Alco compte également en ses rangs des ressortissants de pays ne disposant pas d'associations équivalentes chez eux.